Table des matières

AVANT-PROPOS	7
Chapitre I - La personnalité juridique internationale de l'Union européenne	13
Introduction	13
l - La nature de la personnalité internationale de l'Union	14
1 - Le contenu de la personnalité internationale	14
2 - Le respect du droit international, contrepartie de la personnalité	18
II - Le principe d'unité de la personnalité internationale de l'Union	23
1 - L'affirmation du principe d'unité	23
2 - Les nuances au principe d'unité	25
III - Les attributs de la personnalité internationale de l'Union	28
1 - Les relations diplomatiques de l'Union	29
§1 - Le droit de légation actif	29
§2 - Le droit de légation passif	
2 - La responsabilité internationale de l'Union	
3 - La capacité d'ester en justice	41
Conclusion	45
Chapitre II - Les droits et obligations internationaux	
de l'Union européenne	47
Introduction	47
l - Rappel de quelques principes de base	51
1 - La question de la personnalité juridique internationale	51
2 - Terminologie de la responsabilité	
3 - Le principe de l'autonomie	54
4 - Le principe du contrôle effectif	
5 - Le principe de la continuité et la succession	58
II - L'Union européenne et l'acquis conventionnel	58
1 - Les traités conclus par la Communauté	60
§1 - La responsabilité pour les accords et les stipulations ultra vires	60
§2 - Les accords mixtes	61
2 - Les traités conclus par les Etats membres	64
§1 - La substitution internationale consentie : l'exemple du GATT	65
consentie de la Communauté par les Etats membres et l'exemple potentiel des conventions de l'OIT	67
§3 - La convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme	
§4 - La charte des Nations unies	74
§5 - Les traités liant les nouveaux Etats membres au moment de leur adhésion	76
3 - Les décisions des organes de gestion des traités internationaux en particulier les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU	76

4 - Les accords conclus au nom de l'Union dans le cadre des anciens piliers intergouvernementaux	80
III - Le droit international général liant l'Union européenne	81
1 - Obligations primaires du droit international général	
§1 - L'Union liée par les normes impératives de droit international	
§2 - L'Union européenne à l'épreuve du jus dispositivum	83
§3 - Le principe de la territorialité appliqué à l'Union européenne	86
§4 - Quelques exemples d'application extraterritoriale du droit de l'Union européenne	87
a) Les émissions de dioxyde de carbone (CO ₂)	87
b) Les ressources maritimes	
c) Les sanctions économiques	
d) Le droit de la concurrence et les concentrations.	
§5 - Le droit d'agir dans l'intérêt de la communauté internationale	93
§6 - Le droit d'agir de l'Union européenne en cas de violation des droits de ses Etats membres	96
2 - Obligations secondaires de droit international général	96
IV - Questions transitoires	99
1 - La responsabilité internationale pour les actes autonomes	
dans le cadre des anciens piliers intergouvernementaux	
§1 - La responsabilité des Etats membres	
§2 - La responsabilité de la Communauté et de l'Union européenne	. 101
2 - La dissolution d'une organisation internationale d'intégration européenne	. 101
3 - Le retrait d'un Etat membre	. 103
Conclusion	. 104
Chapitre III - L'Union européenne en tant qu'acteur international et membre d'organisations internationales	107
Introduction	. 107
I - L'Union européenne comme acteur international : les nouveautés introduites par le traité de Lisbonne	. 111
1 - L'affirmation des valeurs et des intérêts de l'Union dans le strict	
respect du droit international et des principes de la charte	
des Nations unies	. 112
2 - La multiplicité des acteurs institutionnels compétents en matière d'action extérieure et d'affaires étrangères	. 113
§1 - Le Conseil européen et son président permanent	. 115
§2 - Les changements introduits en ce qui concerne les formations du Conseil de l'Union	
§3 - La Commission européenne	. 118
§4 - Le Parlement européen.	
§5 - Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité .	. 120
II - Le service européen pour l'action extérieure	. 121
1 - Origine	121

2 - Un service conjoint institué par le droit primaire	122
3 - La décision 2010/427 du 26 juillet 2010	123
§1 - Nature et composition du service européen pour l'action extérieure	
a) Un organe de l'Union fonctionnant de manière autonome sous l'autorité	
, •	123
b) L'articulation des relations entre le SEAE, la Commission, le Conseil	
et le Parlement européen	
c) L'administration centrale du SEAE et ses différentes composantes	
§2 - Les délégations de l'Union européenne	
§3 - Le personnel du service européen pour l'action extérieure.	
§4 - Les questions budgétaires : une gestion des programmes de coopération ex de l'Union relevant de la responsabilité de la Commission européenne	
III - L'Union européenne en tant que membre d'organisations internationales	133
1 - Le « multilatéralisme effectif » et les partenariats et accords	40.4
avec les organisations internationales	134
sur une « coopération multilatérale renforcée et une bonne gouvernance moi	ndiale » 134
§2 - Les partenariats et accords avec les organisations internationales	
2 - La coordination des actions des Etats membres au sein	
des organisations internationales et le rôle de représentation et de coordination du haut représentant	137
§1 - La coordination des actions des Etats membres au sein	
des organisations internationales	137
§2 - Les rôles de représentation et de coordination du haut représentant	138
§3 - Les délégations de l'Union dans les pays tiers et auprès des organisations internationales	139
§4 - Les dispositions du nouveau titre VI du traité FUE sur les « relations de l'Uni avec les organisations internationales et les pays tiers et délégations de l'Ur	
3 - L'Union européenne et le système des Nations unies	
§1 - Les références explicites à la charte des Nations unies dans le cadre	
du traité de Lisbonne	142
§2 - La question de la représentation de l'Union européenne	
dans le système des Nations unies	
§3 - La résolution A/65/276 de l'Assemblée générale des Nations unies sur la par	
de l'Union européenne aux travaux de l'ONU	membres
4 - L'Union européenne et l'Organisation mondiale du commerce ((OMC) 147
§1 - L'Union européenne, membre à part entière de l'OMC aux côtés de ses Etats membres	1/17
§2 - Le rôle clé joué par la Commission européenne	
5 - L'Union européenne et les organisations régionales mentionné	
dans le cadre de l'article 220 du traité FUE	
§1 - L'Union européenne et le Conseil de l'Europe.	
§2 - L'Union européenne et l'OSCE	
§3 - L'Union européenne et l'OCDE	152

Conclusion	153
Chapitre IV - La mise en œuvre des accords internationaux en droit de l'Union	155
Introduction	155
La procédure suivie pour la négociation et l'acceptation par l'Union des nouvelles obligations internationales	156
II - La mise en œuvre dans le cas des accords de libre-échange et d'association	157
1 - Les concessions tarifaires	157
2 - Les règles d'origine	158
3 - Les libertés	
4 - La défense commerciale et les disciplines sur les aides	160
5 - Les obligations de coopération et financières	160
III - Mise en œuvre dans le cas de l'accord OMC	161
1 - Règles de l'OMC mises en œuvre par transposition	161
§1 - Tarif douanier	
§2 - Défense commerciale.	
§3 - Régime commun des importations	
§4 - Réglementation des produits agricoles	
§5 - Propriété intellectuelle	
2 - Les règles de l'OMC mises en œuvre autrement que par transposition.	
§1 - L'accord du GATT	
§2 - Les accords TBT et SPS. §3 - Les marché publics.	
§4 - L'accord GATS.	
IV - Les conventions internationales multilatérales sur l'environnement	
1 - La convention des Nations unies sur le changement climatique	
2 - La convention d'Aarhus	
Conclusion	
Chapitre V - Les effets des accords internationaux en droit de l'Union	
Introduction	185
I - Le rapport entre le droit de l'Union et le droit international dans les traités	186
II - Les accords conclus par les Etats membres	189
1 - La succession	190
2 - L'incorporation par renvoi	
§1 - L'incorporation par renvoi dans le droit primaire	191
a) La CEDH	
b) La convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés	192

§2 - L'incorporation par renvoi dans la législation	192
§3 - L'incorporation d'accords par renvoi d'articles d'accords conclus par l'Union	194
3 - Certains accords conclus dans l'intérêt de l'Union	194
4 - Les traités antérieurs	195
5 - Le cas particulier de la charte et des résolutions des Nations unies	196
6 - Une application par analogie de l'article 351 TFUE par le législateur européen ?	198
III - Les effets des accords internationaux conclus par l'Union	199
Les effets dans l'ordre juridique de l'Union des accords conclus par l'Union : effet direct ou invocabilité ?	200
2 - Les conditions d'invocabilité des accords conclus par l'Union	203
§1 - L'effet obligatoire de l'accord	203
§2 - L'accord ne s'oppose pas à son invocabilité	209
§3 - Le caractère inconditionnel et précis	212
3 - Le statut particulier des accords du GATT et de l'OMC	213
§1 - La non-invocabilité de principe	213
§2 - Atténuations du principe de non-invocabilité	218
§3 - La mise en jeu de la responsabilité de l'UE pour violation du droit de l'OMC	219
Conclusion	221
Bibliographie sélective	223
Index alphabétique des matières	225
Index chronologique de la jurisprudence	229
Liste des abréviations, acronymes et sigles	231
Table des matières	235